

Ce traité de Lausanne que Recep Tayyip Erdogan veut renégocier



Le traité de Lausanne, signé en juillet 1923 entre le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, la Yougoslavie, d'une part, et la Turquie de l'autre, a établi les nouvelles frontières turques et a ainsi marqué la fin de l'Empire ottoman. Dans sa dernière déclaration, le président turc

Recep Tayyip Erdogan a souhaité renégocier le traité de Lausanne.

La Grèce a alors souligné que c'était la première fois dans l'histoire moderne qu'un gouvernement turc remettait ouvertement en question le traité de Lausanne et les frontières établies entre les deux pays.

Une source de l'agence Ria Novosti dit que le ministre grec de la Défense, lors de la réception du nouvel ambassadeur turc, aurait déclaré : "Nous ne voulons pas de guerre, la Grèce est un pays pacifique, nous ne cherchons de confrontation avec personne, mais nous n'abandonnerons jamais nos droits souverains » .

Avant le traité de Lausanne , il y a eu le traité de Sèvres où le territoire ottoman devait être partagé en zones d'influence au profit des Alliés, mais aussi des minorités kurdes et arméniennes^[1]. Il ne fut jamais ratifié par l'ensemble de ses signataires et, provoqué un sursaut national autour de [Mustafa Kemal Paşa](#). La proclamation de la [République turque](#), suivi d'une [guerre victorieuse contre la Grèce](#), conduisit à un nouveau traité plus avantageux pour la Turquie : le [traité de Lausanne](#). Le Kurdistan évoqué dans le traité de Sèvres ne vit jamais les jours malgré les 30 à 40 millions de Kurdes dans la région. L'Arménie fut réduite à sa portion actuelle sans la partie historique de l'Est de la Turquie (Van, Erzeroum,Kars..)